

## Compte rendu

---

Ouvrage recensé :

*Le Système politique américain* sous la direction d'Edmond Orban et Michel Fortman, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, Collection paramètres, 3e édition, 2001, 442 p.

par Daniel Marien

*Politique et Sociétés*, vol. 21, n° 1, 2002, p. 123-126.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040306ar>

DOI: 10.7202/040306ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

---

***Le Système politique américain***

sous la direction d'Edmond Orban et Michel Fortman, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, Collection paramètres, 3<sup>e</sup> édition, 2001, 442 p.

Rassemblant 15 chapitres thématiques rédigés par 14 auteurs, ce livre offre une excellente introduction en langue française à l'étude de la politique américaine. La qualité du traitement et l'étendue des sujets abordés en feront un instrument privilégié pour quiconque veut mieux comprendre les fondements et les lignes de force de la vie politique aux États-Unis. L'organisation de l'ouvrage se conforme à la méthode traditionnelle mais efficace des manuels américains sur le même sujet. La première de quatre grandes parties discute des éléments du cadre général : culture politique, Constitution et structure fédérale. La deuxième traite des diverses composantes du processus politique : groupes d'intérêt, syndicalisme et mouvements sociaux, partis politiques, élection présidentielle. La troisième décrit le fonctionnement des centres institutionnels de décision : présidence, Congrès, pouvoir judiciaire, administration publique. La quatrième partie discute des domaines les plus importants des politiques publiques : politique économique, politique sociale, politique extérieure, politique de défense. Rédigé par des universitaires canadiens et reposant sur une bonne connaissance de la littérature spécialisée américaine, chacun des chapitres donne un tour d'horizon vivant et informé de son objet. Les complexités de l'élection présidentielle (Gérard Bernier) ou le fonctionnement parfois déconcertant du Congrès (Harold Waller), par exemple, sont mis à la portée des néophytes. J'ai lu avec un plaisir particulier les textes sur les partis politiques (Claude Corbo) et sur la politique de défense (Michel Fortmann, Thierry Gongora et Manon Tessier).

La plupart des chapitres se terminent par une bibliographie d'ouvrages spécialisés et de sites Internet permettant d'approfondir le thème propre du chapitre. Enfin, des annexes utiles donnent, entre autres, une traduction française de la Constitution et du Préambule de la Déclaration d'indépendance ainsi qu'un glossaire des termes juridiques et politiques. Ce dernier est particulièrement bienvenu ; la définition en français de termes américains spécialisés aidera les lecteurs francophones à consulter des ouvrages plus avancés, habituellement disponibles en langue anglaise seulement. À la différence des manuels américains, cependant, la présentation est sobre. On ne trouve dans

ce livre ni illustration, ni photo, ni encart coloré aux tons vifs, et l'analyse n'est qu'occasionnellement appuyée de tableaux monochromes.

Puissance dominante de notre époque, les États-Unis projettent une image forte et positive, peut-être même captieuse, de leur vie politique. À deux exceptions près, les auteurs de *Système politique américain* partagent un scepticisme bien canadien à cet égard. G. Bernier, par exemple, fait ressortir le handicap antidémocratique imposé aux tiers partis par les lois électorales et conclut sans frémir que les « modalités d'élection du président américain, de même que de l'ensemble des postes à pourvoir tant au niveau fédéral qu'à celui des États et des collectivités locales, seraient à réformer de fond en comble. On a atteint un niveau de complexité, de contradiction, de quasi-corruption et de prédominance du rôle de l'argent qui frôlent l'anarchie » (p. 188). De même, la belle analyse que Jean Mercier nous donne de l'administration publique américaine conclut à une « grave crise de management pour le gouvernement fédéral américain [...]. Les Américains n'ont pas à l'heure actuelle un système politico-administratif qui puisse efficacement faire face à certains des problèmes d'aujourd'hui. Les graves problèmes urbains, les problèmes environnementaux, les problèmes du système de santé ne sont que l'illustration de cette lacune » (p. 271-272). Discutant de la politique économique, sujet sur lequel une certaine presse financière ne cesse de tarir d'éloges, Mark Brawley montre comment le fractionnement institutionnel des acteurs dans ce domaine aboutit souvent à l'incohérence (p. 312). Il note aussi sèchement que « le problème de la redistribution de la richesse continue à se poser » (p. 320).

Raymond Hudon, dans un chapitre sur les groupes d'intérêt, et Edmond Orban, dans une discussion des origines et de la nature de la Constitution, adoptent une attitude plus bienveillante que la plupart de leurs collaborateurs. R. Hudon avance que la multiplication du nombre de groupes d'intérêt pesant sur Washington depuis les années 1960 témoigne d'une certaine ouverture démocratique. Mais on est en droit de se demander si la quantité d'appareils de représentation est bien garante de la qualité démocratique de la représentation. Le lecteur intéressé trouvera une interprétation opposée dans le livre récent de Steven Shier (*By Invitation Only*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2000) selon lequel le déclin des partis politiques comme vecteurs d'organisation des conflits et leur remplacement par une politique centrée sur la candidature personnelle et la multiplication des groupes de pression entraînent un rétrécissement notable de la démocratie. S. Shier soutient que les partis fortement structurés de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle mobilisaient l'ensemble des couches sociales et inséraient ainsi les plus démunis dans l'arène politique. De nos jours, des groupes de pression nombreux mais élitistes et des partis réduits à la fonction d'auxiliaires électoraux pour candidats ambitieux ne mobilisent politiquement que le gratin de la société. Au lecteur de juger. De son côté, E. Orban met au centre de l'analyse l'idée du caractère moderne et flexible de la Constitution américaine, un document largement inchangé depuis sa rédaction à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle sous l'impulsion d'une élite marchande conservatrice. En adoptant cette position, E. Orban reflète un large consensus parmi le

public américain. Il vaut la peine, cependant, de noter qu'on trouvera sous la plume de certains politologues américains, et non des moindres, des arguments pointus alléguant le caractère archaïque, inflexible ou conservateur de la loi fondamentale du pays [voir à ce sujet les contributions de Samuel Huntington (« Political Modernization : America vs. Europe » dans *Political Order in Changing Societies*, New Haven, Yale University Press, 1968), de Daniel Lazare (*The Frozen Republic*, New York, Harcourt, 1996) ou de Kenneth Dolbeare (*The Case against the Constitution*, Armonk (New York), Sharpe, 1987)]. De façon plus diffuse mais néanmoins pertinente, l'ensemble des travaux de Walter Dean Burnham, Stephen Skowronek et Theodore Lowi, tous chefs de file de la recherche en science politique aux États-Unis, peuvent être lus comme une longue méditation sur les limites étroites qu'impose la Constitution à la créativité politique du pays.

Quoique bien informé et couvrant des sujets diversifiés, le livre n'est pas sans faiblesse. La plus sérieuse, à mon avis, tient à une tendance à parfois présenter une vision statique de la politique américaine, gommant les transformations historiques. Par exemple, l'analyse, autrement fort convaincante, de la politique de défense parle de l'antimilitarisme comme d'une donnée permanente de la culture américaine. Sans doute présent à l'origine et pendant fort longtemps par la suite, l'antimilitarisme semble avoir plutôt cédé la place à un militarisme prononcé. Les budgets militaires toujours considérables malgré l'effondrement de la menace soviétique, l'adulation populaire pour les forces armées – seule institution gouvernementale à ne pas connaître de crise de confiance profonde – ou simplement les réactions enthousiastes des foules aux défilés militaires forment autant de témoins du militarisme américain contemporain. Le chapitre sur la culture politique rédigé par Louis Balthazar est aussi fautif à cet égard. Le traitement est largement inspiré de la thèse de Louis Hartz, selon laquelle l'histoire politique américaine est mue, ou à tout le moins circonscrite, par une adhésion consensuelle massive aux postulats individualistes de l'idéologie libérale. Cette thèse séduisante (et à mon avis erronée, mais cela n'a pas d'importance ici) n'empêche pas d'emblée une discussion des mutations de l'individualisme américain. Par exemple, le déplacement de la petite propriété à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par la grande entreprise et la redéfinition radicale de l'individualisme économique que cela implique – redéfinition contestée de façon héroïque mais finalement infructueuse par le mouvement populiste – mériterait qu'on s'y attarde. De même, l'attention soudaine et bien tardive accordée par la jurisprudence américaine à partir des années 1960 au contenu individualiste du « Bill of Rights » mériterait bien aussi quelques pages. L'individualisme américain, à supposer qu'on puisse en parler comme d'une force motrice, a connu des mutations marquées que le texte laisse dans l'ombre. L'ensemble donne une impression trop forte de continuité, voire d'immuabilité.

Cela dit, il ne faut pas trop demander à ce genre d'ouvrage. Un manuel d'introduction ne peut pas tout faire. Il ne peut que poser des jalons utiles pour aider les néophytes à se retrouver dans la masse d'informations fragmentaires fournies par l'expérience personnelle ou les médias. *Le Système politique*

*américain* accomplit cette tâche avec grâce et précision. L'ouvrage mérite donc une place de choix dans l'enseignement universitaire de la politique américaine aussi bien au Canada qu'en France et dans la francophonie en général.

Daniel Marien

*Salem State College, Salem, Massachusetts*